



23.073

**Bundesgesetz über den elektronischen
Identitätsnachweis und andere
elektronische Nachweise****Loi fédérale sur l'identité
électronique et d'autres moyens
de preuves électroniques***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 14.03.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Über das Eintreten und die Detailberatung führen wir eine gemeinsame Debatte.

Andrey Gerhard (G, FR), pour la commission: Trois ans après le référendum sur l'e-ID, nous examinons aujourd'hui une nouvelle tentative que nous espérons prometteuse. Seulement trois jours après la votation populaire, six motions identiques ont été déposées par tous les partis politiques en faveur d'une nouvelle version d'une e-ID fiable et étatique. Nous en examinons aujourd'hui le résultat.

Le projet n'est pas contesté. La commission vous propose d'entrer en matière. La commission salue dans une grande majorité le fait que les choses avancent rapidement et que ce service de base important soit mis à disposition de la population, des entreprises et des autorités le plus rapidement possible. L'enjeu de ce projet est majeur. D'une part, l'e-ID est essentielle pour une numérisation sans rupture. D'autre part, à l'ère de l'intelligence artificielle et du "deep-fake", la monnaie d'échange sera l'authenticité. Une identification électronique fiable devient donc de plus en plus importante. Avec l'e-ID, il sera possible d'ouvrir un compte bancaire, d'obtenir un extrait du registre de poursuite ou de signer un contrat en quelques clics.

Avant d'entrer dans le détail des décisions de la commission, permettez-moi de résumer brièvement les principaux éléments du projet. Une identité électronique est remise gratuitement à toute personne disposant d'une carte d'identité ou d'un passeport valide. La demande se fait soit en temps réel et de manière complètement numérisée, soit au bureau des passeports par du personnel formé.

Dans une application de portefeuille spécialement mise à disposition pour l'e-ID, les utilisateurs et utilisatrices disposeront d'une poignée d'attributs individuels officiellement confirmés, comme le nom, la date de naissance ou le numéro AVS. L'e-ID pourra être utilisée de manière à ce que l'autre partie ne reçoive que les données que l'utilisateur autorise. Les autorités ou d'autres parties tierces ne pourront pas tirer de conclusions sur ces transactions. L'utilisation de l'e-ID n'est pas la seule solution. L'utilisation de l'e-ID reste donc, comme la carte d'identité physique, une affaire confidentielle entre ses utilisateurs et utilisatrices et le vérificateur de l'e-ID.

Les moyens techniques nécessaires se composent de ce que l'on appelle l'infrastructure de confiance et le système d'information. Le système d'information est nécessaire pour la création ou la révocation d'une e-ID. L'infrastructure de confiance constitue la base de la mise à disposition des justificatifs d'identité dans une application pour smartphone. Outre l'e-ID, d'autres justificatifs, tels que des diplômes ou des certificats, peuvent donc également être enregistrés. L'infrastructure a pour but de fournir un endroit fiable aux utilisatrices et utilisateurs, mais pas plus que cela. En effet, les processus en aval, tels que les systèmes de gestion des clientèles ou des services de signature, ne font pas partie de l'infrastructure gouvernementale, mais elles sont laissés au secteur privé.

Je vais maintenant passer en revue le dépliant pour vous présenter les délibérations de la commission. A l'article 1, sur les principes du projet, votre commission souhaite que deux points supplémentaires soient ajoutés. Il s'agit de la traçabilité, de la réutilisation et du contrôle par l'Etat de ces infrastructures. En ce qui concerne la question du contrôle en particulier, des réserves ont été formulées, à savoir qu'il ne peut jamais être absolu, car des composants du secteur privé seront toujours utilisés.

Cela a été pris en compte par une formulation appropriée. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.





L'article 3 alinéas 4 et 5 prévoit que l'infrastructure de confiance sera utilisée par des émetteurs et des vérificateurs privés. La commission souhaite que les entreprises ou les organisations puissent demander un certificat d'authenticité, comme c'est le cas avec des badges sur les plateformes des médias sociaux. Cette proposition a également été adoptée à l'unanimité.

L'article 3a, qui est nouveau, est le résultat d'une suggestion de l'Office fédéral de la justice (OFJ). Dans le cadre de la décision sur le choix de la technologie, il est apparu qu'une clause explicite était nécessaire afin que les preuves d'âge anonymes restent effectivement anonymes. Il doit donc être possible de surmonter une barrière d'âge sur un site web avec l'e-ID en confirmant simplement le fait d'avoir plus de 18 ans, de sorte que, lors d'une prochaine vérification de l'âge, le vérificateur ne puisse pas conclure qu'il s'agit effectivement du même titulaire d'e-ID. Comme il s'agit de systèmes supplémentaires visant à renforcer la protection de la vie privée, ils seront donc ajoutés à l'article 9, ce qui est une conséquence logique. Cette proposition a été adoptée par 20 voix contre 1 et 1 abstention.

AB 2024 N 537 / BO 2024 N 537

L'article 7 alinéa 4 traite de l'historique individuel des transactions pour lesquelles l'e-ID est utilisée. La commission souhaite, à l'unanimité, que les usagers aient la possibilité de choisir si certaines transactions doivent y figurer ou non, de manière donc comparable à ce qui est possible avec les navigateurs Internet, à savoir pouvoir utiliser l'e-ID en mode privé.

A l'article 11, la commission souhaite une formulation qui ne liste pas les différents systèmes mais qui précise que, conformément aux principes énoncés dans l'article 1, tous les systèmes doivent être fondés sur du code logiciel en open source. Cela permet également d'éviter que la base légale doive être adaptée si un autre système devait être ajouté. Afin de maximiser la sécurité des systèmes, l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication (OFIT) doit publier des directives de divulgation des vulnérabilités pour des hackers éthiques. Des spécialistes bien intentionnés qui découvrent des vulnérabilités doivent disposer d'instructions sur la manière de traiter de telles découvertes afin que les autorités puissent y réagir de manière ordonnée. De même, les systèmes doivent être régulièrement testés par des tiers compétents afin de détecter des vulnérabilités potentielles.

La commission considère ces adaptations comme essentielles pour améliorer la cybersécurité et les a adoptées à l'unanimité.

A l'article 16, la commission, à l'unanimité, souhaite rendre plus explicite le fait que les données biométriques ne soient collectées que lors de la demande numérique en self-service. Le passage au bureau des passeports ne génère pas de telles données.

A l'article 17, la commission souhaite à l'unanimité que l'e-ID soit explicitement liée à une personne.

A l'article 18, un autre motif de révocation de l'e-ID doit être mentionné, à savoir lorsque la sécurité de l'e-ID ne peut plus être garantie. Ici aussi, la commission a pris sa décision à l'unanimité.

Dans l'adaptation de l'article 22 alinéas 1 et 2, la commission veut protéger les utilisateurs contre la suridentification. Les champs de données ne doivent être demandés que s'ils sont absolument nécessaires à la transaction. S'il est prouvé qu'un vérificateur n'a pas respecté ces principes, les utilisateurs doivent être informés de ce fait au moment de la transaction. Cette proposition a été adoptée par 21 voix contre 2.

A l'article 25 alinéa 5, la commission souhaite à l'unanimité formuler une exigence similaire concernant les directives de divulgation des vulnérabilités et des tests réguliers de la sécurité du système d'information par des tiers compétents.

A l'article 26 alinéa 2 lettre b, la commission souhaite, par 18 voix contre 1 et 2 abstentions, que les données biométriques collectées pour le processus de délivrance soient utilisées exclusivement pour enquêter sur les fraudes d'identité.

Lors du vote sur l'ensemble, la loi sur l'e-ID a été adoptée par 21 voix pour 0 contre et 3 abstentions. L'entrée en matière sur l'arrêté fédéral sur les crédits d'engagement alloués à la mise en place et à l'exploitation de l'e-ID n'a pas été contestée. Le projet du Conseil fédéral a été adopté par 20 voix pour contre 0 et 2 abstentions.

Je tiens à remercier, au nom de la commission, l'administration et en particulier l'OFJ, qui est responsable du dossier. Non seulement les propositions de la commission ont été examinées sous tous les angles et en un temps record, mais en plus, les membres de la commission ont reçu des propositions très constructives. La commission est également très reconnaissante de l'approche pionnière, inclusive, itérative et transparente adoptée au cours des trois dernières années.

Permettez-moi, chers collègues, une appréciation personnelle: ce type de cocréation entre l'économie, la science, la société civile et différents offices de l'administration, à travers différents départements, devrait donner un signal pour les prochains programmes de numérisation importants et complexes. Je voudrais éga-



lement remerciert chaleureusement mes collègues de la Commission des affaires juridiques de m'avoir nommé rapporteur, alors que je n'en étais pas membre. Je me suis beaucoup investi dans ce dossier, c'est donc un grand honneur pour moi. Merci beaucoup.

Tuena Mauro (V, ZH), für die Kommission: Einen elektronischen Identitätsnachweis – also den Pass, die Identitätskarte oder weitere Dokumente – ganz einfach auf dem Smartphone haben und ihn auch rechtsgültig verwenden können, so wie das heute zum Beispiel bereits mit dem SBB-Generalabonnement möglich ist, das tönt eigentlich ganz praktisch, und das wünschen sich auch viele. Das werden mir vor allem auch die jungen Menschen bestätigen: kein lästiges Dabeihaben von unzähligen Karten mehr, das Handy einfach für alles gebrauchen können. Doch so einfach ist das nicht: Am 7. März 2021 sagte das Schweizer Stimmvolk mit 64,4 Prozent wuchtig Nein zu einem solchen Vorhaben.

Drei Tage nach der Volksabstimmung wurden sechs gleichlautende Motionen aus allen Fraktionen eingereicht und überparteilich eine Neuauflage einer Vorlage für eine vertrauenswürdige, vollständig staatliche E-ID gefordert. Das Bundesamt für Justiz analysierte das Nein des Souveräns minutiös. Schnell erarbeitete es eine neue, entsprechend angepasste und den Motionen gerecht werdende Variante. Am 22. November 2023 präsentierte der Bundesrat eine Neuauflage dieser Idee. Alle Personen, die über eine Schweizer Identitätskarte, einen Schweizer Pass oder einen von der Schweiz ausgestellten Ausländerausweis verfügen, sollen eine E-ID beantragen können. Die E-ID soll unbürokratisch und sehr einfach, aber trotzdem extrem sicher, nicht nur online, sondern auch im Passbüro ausgestellt werden können. Zudem ist die E-ID absolut freiwillig und, man höre und staune, sie ist kostenlos. Die Voraussetzung ist lediglich der Besitz eines Smartphones, das natürlich selbst gekauft werden muss.

Ihre Kommission für Rechtsfragen befasste sich an ihren Sitzungen vom 18./19. Januar und vom 22./23. Februar dieses Jahres mit der Neuauflage des Bundesgesetzes über den elektronischen Identitätsnachweis, kurz eben E-ID genannt. Wir führten umfangreiche Anhörungen diverser involvierter Kreise durch. Dabei zeigte sich, dass das Bundesamt für Justiz aus der Niederlage von 2021 gelernt und die damaligen Kritikpunkte jetzt vollständig berücksichtigt hat.

Die E-ID wird so eingesetzt werden können, dass das Gegenüber lediglich jene Daten erhält, welche der Benutzer auch tatsächlich freigibt. Bei Transaktionen können die Behörden keine Rückschlüsse ziehen, da keine Daten gespeichert werden. Der Einsatz der E-ID bleibt also analog der physischen Identitätskarte eine vertrauliche Angelegenheit zwischen dem E-ID-Nutzer und dem entsprechenden Datenempfänger. Trotzdem nahm die Kommission doch einige für sie wichtige Punkte aus den Anhörungen und aus ihren Beratungen auf und formulierte entsprechende Änderungsanträge.

Bei den Grundsätzen der Vorlage, in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a, wünscht sich Ihre Kommission, dass zwei weitere Ziffern aufgenommen werden, und zwar möchte sie, dass die Infrastruktur nachvollziehbar, wiederverwendbar und unter staatlicher Kontrolle sein soll. Insbesondere bei der Frage der Kontrolle wurden Einwände laut, dass diese nicht absolut sein kann, weil immer Komponenten der Privatwirtschaft im Einsatz sein werden. Dem wurde mit einer entsprechenden neuen Formulierung Rechnung getragen. Dieser Antrag wurde in der Kommission einstimmig angenommen.

Bei Artikel 3 Absätze 4 und 5 geht es der Kommission darum, dass die Vertrauensinfrastruktur von privaten Ausstellern verwendet werden kann. Es ist hier der Wunsch der Kommission, dass Unternehmen oder Organisationen, ähnlich wie man das auf Social-Media-Plattformen kennt, einen sogenannten Verifikations-Badge beantragen können. Auch dieser Antrag wurde einstimmig angenommen.

Der neue Artikel 3a ist nach einem Hinweis des Bundesamtes für Justiz zustande gekommen. Im Zusammenhang mit dem Technologieentscheid hat sich ergeben, dass es eine ausdrückliche Regelung braucht, damit anonyme Altersnachweise auch tatsächlich anonym bleiben. Es soll also möglich sein, mit der E-ID eine Altersschranke zu überwinden, indem lediglich die Tatsache bestätigt wird, dass das Alter des Inhabers zum Beispiel über 18 Jahre ist, und dass bei einer nächsten solchen Altersprüfung keine Rückschlüsse darauf gezogen werden können, dass es sich tatsächlich um den Inhaber der gleichen E-ID handelt. Sie sehen, der Datenschutz

AB 2024 N 538 / BO 2024 N 538

ist so gewährleistet. Weil es sich hier um ein zusätzliches System zur Erhöhung des Schutzes der Privatsphäre handelt, wird dieses dann weiter hinten, in Artikel 9, noch ergänzt. Dieser Antrag wurde mit 20 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen.

In Artikel 7 Absatz 4 geht es um die individuelle Historie der Transaktionen, welche die E-ID verwendet. Die Kommission wünscht sich, dass die Nutzenden die Möglichkeit haben, zu wählen, ob einzelne Transaktionen



darin aufgeführt werden sollen oder nicht, dass man also, wie es zum Beispiel bei Internetbrowsern möglich ist, die E-ID in einem privaten Modus verwenden kann. Dieser Antrag wurde einstimmig angenommen.

Bei Artikel 11 möchte die Kommission keine Formulierung, welche eine Auflistung der einzelnen Systeme darstellt, sondern sie möchte gemäss dem Grundsatz in Artikel 1 und im Sinne des am 1. Januar 2024 in Kraft getretenen Bundesgesetzes über den Einsatz elektronischer Mittel zur Erfüllung von Behördenaufgaben, dass grundsätzlich alle Systeme auf quelloffenen Softwarecodes basieren sollen. Damit wird auch verhindert, dass die gesetzliche Basis angepasst werden muss, sollte künftig ein weiteres System dazustossen.

Um die Sicherheit der Systeme zu maximieren, soll das BIT für ethische Hacker Richtlinien zur Offenlegung von Schwachstellen publizieren. Wenn also gut gesinnte Spezialisten Schwachstellen finden, sollen Anweisungen vorliegen, wie mit solchen Erkenntnissen umzugehen ist, damit die Behörden sofort darauf reagieren können. Ebenfalls sollen die Systeme regelmässig durch geeignete Dritte auf Sicherheitslücken getestet werden. Diese Anpassungen erachtet die Kommission als wesentlich für eine verbesserte Cybersicherheit, und sie hat diese Anpassungen entsprechend einstimmig angenommen.

In Artikel 16 möchte die Kommission – ebenfalls einstimmig – genauer formulieren, dass nur bei der digitalen Beantragung biometrische Daten erfasst werden. Im Passbüro sollen keine solchen Daten erhoben werden.

Bei Artikel 17 wünscht die Kommission – ebenfalls einstimmig –, dass die E-ID explizit an eine Person gebunden werden muss.

In Artikel 18 soll ein weiterer Grund für die Sperrung einer E-ID aufgeführt werden: Sie soll gesperrt werden können, wenn ihre Sicherheit nicht mehr gewährleistet werden kann. Auch diesen Antrag nahm die Kommission einstimmig an.

Mit der Anpassung von Artikel 22 Absätze 1 und 2 will die Mehrheit der Kommission die Nutzer vor einer Überidentifikation schützen. Daten sollen nur abgefragt werden dürfen, wenn sie für die Transaktion auch wirklich nötig sind. Wenn jemand eine Verifikation durchführen muss, bei der dieser Grundsatz nachweislich nicht klar gegeben ist, sollen die Nutzer über diese Tatsache sofort in Kenntnis gesetzt werden. Dieser Antrag wurde mit 21 zu 2 Stimmen angenommen.

In Artikel 25 Absatz 5 wünscht die Kommission einstimmig eine ähnlich formulierte Forderung bezüglich Offenlegungsrichtlinien bei Schwachstellen und bei der regelmässigen Sicherheitsüberprüfung des Informationssystems durch geeignete Dritte.

Bei Artikel 26 Absatz 2 Buchstabe b will die Kommission mit 18 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen, dass für den Ausstellungsprozess gesammelte biometrische Daten ausschliesslich zur Untersuchung von Identitätsdiebstählen verwendet werden dürfen.

In der Gesamtabstimmung wurde das E-ID-Gesetz mit 21 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen angenommen.

Ich möchte mich auch von meiner Seite bei Bundesrat Jans und beim Bundesamt für Justiz für die sehr gute Zusammenarbeit und die schnelle Umsetzung dieser Vorlage bedanken und mich bei der Vizepräsidentin für das Überziehen meiner Redezeit entschuldigen.

Bally Maya (M-E, AG): Die Schweiz braucht und will einen elektronischen Identitätsausweis. Dieser ist wichtig, um mehr Sicherheit zu erhalten, wenn wir uns im digitalen Raum bewegen. Die E-ID ist essenziell bei der Weiterentwicklung der Digitalisierung und wird in unserem digitalen Leben einiges vereinfachen oder erst ermöglichen. Aus diesem Grund begrüsst die Mitte-Fraktion diese Vorlage ausdrücklich.

Aus Sicht der Mitte-Fraktion hat das Bundesamt für Justiz seit der verlorenen Referendumsabstimmung von 2021 und im Anschluss an die gleichlautende Forderung von sechs Parteien nach einer optimierten Neuaufgabe der E-ID seine Hausaufgaben gemacht. Durch eine neue Beteiligungs- bzw. Partizipationsform konnten sich interessierte Kreise und insbesondere auch die Gegnerinnen und Gegner der ursprünglichen E-ID-Vorlage aktiv in das Projekt einbringen, dies in Ergänzung zur formalen Vernehmlassung. Die Neuaufgabe der elektronischen Identität kommt nun anders daher; die Lehren sind gezogen worden. Die Anhörung in der Kommission verlief entsprechend positiv, die Kritikpunkte waren überschaubar.

Für uns von der Mitte-Fraktion war es wichtig, dass wir während der Beratung in der Kommission entsprechende Anpassungen vorschlagen konnten, um die noch vorhandenen und in den Anhörungen geäusserten Kritikpunkte zu reduzieren bzw. zu eliminieren. Die Vorlage muss zwingend breit abgestützt sein, um einen erneuten Absturz zu verhindern. Es muss uns schlichtweg gelingen, eine E-ID einzuführen, denn sonst leidet auch das Image der Schweiz massiv.

Gerne erläutere ich Ihnen kurz, welche Präzisierungen für die Mitte-Fraktion wichtig waren. Aus dem Gesetz muss klar und deutlich hervorgehen, dass sich die Vertrauensinfrastruktur tatsächlich in den Händen des Staates befindet – es darf nicht der geringste Zweifel daran bestehen. Diese Infrastruktur muss offen, verlässlich und sicher sein. Der Datenschutz muss gemäss der Privacy-by-Design-Konzeption gewährleistet sein oder,



wenn wir das ohne Anglizismen ausdrücken, durch technik- und datenschutzfreundliche Voreinstellungen. Die Speicherung einer E-ID muss klar an einen Inhaber bzw. eine Inhaberin gebunden sein.

Die E-ID muss jederzeit und unverzüglich widerrufen werden können, wenn die Sicherheit nicht mehr gewährleistet werden kann. Dies muss auch entsprechend im Gesetz so erwähnt sein. Wir haben diesbezüglich Anträge eingereicht. Unsere Anliegen sind allesamt in die von der Kommission beantragten Anpassungen der Artikel 1, 17 und 18 eingeflossen.

Die Mitte-Fraktion begrüsst auch alle weiteren Anpassungen, die in der Kommissionsdebatte vorgenommen wurden. Im Besonderen möchten wir hier auch die Ergänzungen bei den Artikeln 3 und 9 erwähnen, die wichtig sind für den maximalen Schutz der Privatsphäre. Es geht darum, dass es auch bei mehrfacher Verwendung des gleichen Nachweises kryptografisch unmöglich sein soll, dies in einen Zusammenhang zu bringen.

Ebenfalls erwähnenswert erscheint uns die Erweiterung von Artikel 7, wonach die Daten, die beim Vorzeigen und bei der Überprüfung des elektronischen Identifikationsmittels entstehen, nur mit ausdrücklicher Einwilligung der betroffenen Person gespeichert werden dürfen. Auch dies stellt ein wichtiges Sicherheitselement dar. Damit der elektronische Identitätsnachweis ein Erfolg wird, braucht es das Vertrauen der Bevölkerung. Die Risiken müssen auf das absolute Minimum reduziert werden. Die Mitte-Fraktion ist der Meinung, dass wir mit dieser Vorlage auf dem besten Weg dazu sind.

Wir danken für die ausgereifte Vorlage, die konstruktive Diskussion in der Kommission und die Aufnahme der von uns gewünschten Anpassungen. Die Mitte-Fraktion tritt ein und wird allen von der Kommission für Rechtsfragen beantragten Ergänzungen und Präzisierungen zustimmen und bittet Sie, dies auch zu tun.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzte Kollegin Bally, alle Parteien sind ja geradezu begeistert von der E-ID. Ihre Aussage, dass das Image der Schweiz leiden würde, wenn wir keine E-ID hätten, kann ich nicht ganz nachvollziehen. Weshalb wäre es schädlich für das Image der Schweiz, wenn wir sie nicht hätten?

Bally Maya (M-E, AG): Es geht natürlich auch um Innovation. Über den Umstand, dass wir die Vorlage ablehnten, wurde ja schon damals sehr breit berichtet. Ein Blick ins Ausland zeigt, dass es ganz viele Länder gibt, die bereits eine

AB 2024 N 539 / BO 2024 N 539

E-ID haben. Darum erscheint es uns auch für den Innovationsstandort Schweiz sehr wichtig, dass wir in diese digitale Entwicklung einsteigen. Daher braucht es die E-ID.

Marti Min Li (S, ZH): Was wir heute beraten, ist, so hoffen wir jedenfalls, eine Erfolgsgeschichte. Wie bei vielen Erfolgsgeschichten war der Weg dahin nicht ganz gradlinig. Wir reden nun zum zweiten Mal über die Einführung einer elektronischen Identität. Bei der ersten Vorlage war vorgesehen, dass die E-ID von Privaten ausgestellt wird. Aus diesem Grund und auch wegen Bedenken bezüglich des Datenschutzes wurde das Referendum ergriffen, das schliesslich erfolgreich war. Ich gehörte damals zu den Gegnerinnen. Es war mir und allen anderen von Anfang an immer wichtig, zu betonen, dass wir nicht grundsätzlich gegen die E-ID sind, sondern gegen die damals vorgesehene Ausgestaltung waren. Darum haben wir auch nach der Abstimmung gleich aus allen Parteien gleichlautende Motionen eingereicht, die sich für eine vertrauenswürdige staatliche E-ID aussprachen.

Bei der Erarbeitung der neuen Vorlage wurde ein sehr partizipativer Ansatz gewählt, mit dem versucht wurde, verschiedene Anspruchsgruppen einzubeziehen und auch kritische Sichtweisen anzuhören. Dieser Prozess wurde von allen Beteiligten sehr geschätzt und ist sicher auch ein vielversprechender Ansatz für andere Digitalisierungs- und Gesetzesvorhaben. Der vom Bundesrat vorgelegte Entwurf war im Vergleich zur Vorgängervorlage eine wesentliche Verbesserung. Jetzt ist klar, dass der Staat eine hoheitliche Aufgabe übernimmt. Zudem wurden auch entscheidende Schritte in Richtung Datensparsamkeit, Privacy by Design und Dezentralität unternommen. Neu wird auch von einer anderen Prämisse ausgegangen. Es ist jetzt klar, dass die E-ID nicht einfach ein Login ist, sondern eben ein elektronischer Identitätsnachweis, und dass es nicht das Ziel ist, die E-ID überall und möglichst häufig einzusetzen, sondern dort, wo sie auch wirklich gebraucht wird.

Es gab dennoch einige Punkte, bei denen die Kommission für Rechtsfragen auch aufgrund von Hinweisen aus den Anhörungen nachgebessert hat, insbesondere im Bereich des Schutzes der Persönlichkeit, des Schutzes von Personendaten, im Bereich der Identitätsprüfungen sowie bei Fragen der Überidentifikation. Es wurden erfolgreich Anträge gestellt, um die Risiken zu minimieren und die Sicherheit zu verbessern.

Die jetzige Vorlage kommt einstimmig aus der Kommission und wird vermutlich auch hier im Plenum auf grosse Zustimmung stossen. Das ist nicht selbstverständlich. Es ist gelungen, weil einerseits seitens der Wirtschaft und der Verwaltung ein grosses Bedürfnis nach einer funktionierenden E-ID-Lösung besteht, aber auch, weil



andererseits auf Kritikpunkte eingegangen wurde und alle Seiten gewinnbringend, konstruktiv zusammengearbeitet haben. Damit ist die E-ID-Vorlage eine Erfolgsgeschichte. Ob es die E-ID selbst auch wird, wird sich bei der Umsetzung zeigen. Es ist zu hoffen, denn es ist wichtig, dass erfolgreiche Digitalisierungsprojekte gerade auch möglich sind, wenn die öffentliche Hand federführend ist.

Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und ihr auch zuzustimmen.

Jaccoud Jessica (S, VD): Enfin, nous voilà avec un projet d'identité électronique (e-ID) qui répond à l'ensemble des considérations exprimées. Comme vous le savez, il y a trois ans, en mars 2021, le peuple suisse a clairement rejeté à près de 65 pour cent la première version de la loi fédérale sur l'identité électronique et d'autres moyens de preuves électroniques. Le fait que la gestion était alors prévue par des entreprises privées a clairement provoqué son échec. Une majorité du peuple a alors démontré, par ce vote, sa volonté que l'identité électronique ne puisse être délivrée que par le secteur public.

Le projet qui vous est présenté aujourd'hui reprend, dans leur ensemble, les demandes portées par le Parti socialiste pendant la campagne référendaire ainsi que durant les phases de consultation qui ont suivi. Le projet de loi prévoit ainsi la mise en place d'une identité électronique étatique, gratuite et volontaire. L'Etat continue ainsi d'assumer sa tâche centrale et régalienne, qui est la vérification de l'identité d'une personne, ainsi que l'émission du moyen de preuve électronique s'y rapportant. Et c'est là le cœur du sujet: la délivrance d'une identité, fût-elle physique ou électronique, doit rester un service public.

Vous l'aurez compris, contrairement au projet qui a été refusé par le peuple, le groupe socialiste salue celui qui vous est soumis aujourd'hui, dès lors qu'il prévoit que la responsabilité de l'émission de l'e-ID et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire incombent non pas à des fournisseurs d'identité privés, mais bel et bien à la Confédération. Ce projet poursuit donc une approche fondée sur les principes du respect de la vie privée dès la conception et par défaut, de l'économie des données et de l'enregistrement décentralisé des données. Ces éléments avaient également été portés à l'époque par des motions déposées par les différents groupes parlementaires, dont l'une du groupe socialiste, qui avait été déposée au lendemain du rejet par le peuple du premier projet de loi.

J'en viens à un autre élément intéressant du projet qui vous est présenté: l'infrastructure technique mise en place pour exploiter l'e-ID pourra également servir pour d'autres moyens de preuves électroniques et sera également ouverte aux autorités cantonales et communales, ainsi qu'aux acteurs privés.

Plusieurs propositions ont été adoptées par la Commission des affaires juridiques et nous vous invitons à les soutenir également. De manière générale, elles ont pour objectif de renforcer la protection et la sécurité des données.

En validant ce projet de loi, vous ouvrez la porte pour la Suisse à une identité électronique citoyenne, souveraine, gratuite et publique. La délégation socialiste vous invite ainsi à accepter dans son ensemble le projet de loi tel qu'adopté par la Commission des affaires juridiques.

Nantermod Philippe (RL, VS): Après le rejet du projet d'e-ID en mars 2021, le Département fédéral de justice et police (DFJP), sous l'égide de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter dans un premier temps, a rapidement élaboré une nouvelle solution pour une identité électronique.

La Commission des affaires juridiques a pu traiter ce dossier et nous propose une loi qui ne fait l'objet – fait tout de même assez rare pour être souligné – d'aucune proposition de minorité ou opposition. Ce projet sur lequel nous nous prononçons aujourd'hui est un pas important vers une numérisation rapide des processus publics et de l'économie.

Le groupe libéral-radical salue le fait que le travail ait été effectué rapidement. Les avantages d'une identité électronique restent incontestés. Le refus du peuple en mars 2021 a simplement montré que les citoyens ne souhaitent pas d'une solution privée. Fort de ce constat, le DFJP a rapidement remis l'ouvrage sur le métier et présente aujourd'hui un projet pour une identité numérique étatique, ce qui rejoint ce que visaient six motions similaires déposées par tous les groupes parlementaires.

L'objectif du projet est simple: exploiter les opportunités offertes par la numérisation, tenir compte de la protection de la vie privée et s'assurer que l'octroi des e-ID ainsi que l'exploitation de l'infrastructure soient garantis par des prestataires publics spécialisés.

Il est indispensable que la solution soit digne de confiance, sûre en matière de sécurité des données et facile d'utilisation. Des erreurs commises par le passé dans de nombreux projets informatiques de la Confédération ne doivent en aucun cas se répéter. L'application concrète de l'e-ID doit être aussi ciblée et facile d'utilisation que possible afin d'offrir une réelle plus-value pour la population et pour l'économie.

Le projet qui nous est soumis répond aux critères demandés. Pour ce qui est des critiques, on peut éventuelle-



ment s'inquiéter d'un certain "Swiss finish" en matière de protection des données, en espérant qu'il n'aboutira pas à l'adoption dans les faits d'un outil si parfaitement sécurisé qu'il en deviendra inutilisable et inutilisé.

Il n'est toutefois plus temps de tourner autour du pot. En 2024, la numérisation des processus publics et privés implique l'introduction d'une identité électronique et le groupe libéral-radical soutiendra ce projet.

AB 2024 N 540 / BO 2024 N 540

Arslan Sibel (G, BS): Die Grüne Fraktion ist der Ansicht, dass die E-ID sehr wichtig ist und dass wir Lösungen für die digitale Welt schaffen müssen. Mit der damaligen, der ersten Vorlage waren wir aber ganz und gar nicht zufrieden. Wenn ein Staat nicht einmal in der Lage ist, seine hoheitlichen Aufgaben selbst zu erfüllen, dann hat er sie schon abgegeben. Wir stellten damals in der Kommission den Antrag, die Vorlage zurückzuweisen, damit nur der Staat eine E-ID ausstellen könne. Wir zogen diesen Antrag jedoch zugunsten eines anderen Rückweisungsantrages zurück und beantragten, diesem zu folgen.

In der Detailberatung brachten wir damals verschiedene Verbesserungsvorschläge ein, die vor allem die Rollenverteilung und die Datenschutzbestimmungen betrafen und den Fokus darauf legten. Sollte die Vorlage, sagten wir damals, nicht zurückgewiesen werden und sollten unsere Verbesserungsanträge nicht durchkommen, so würden wir, das war für uns klar, das Gesetz nicht unterstützen. So diskutierten wir damals anlässlich der Beratung vom 20. März 2019, vor fast punktgenau fünf Jahren, über das Bundesgesetz über elektronische Identifizierungsdienste; das waren unsere Argumente.

Nach mehreren Sitzungen, Beratungen, vielen Verbesserungsanträgen unsererseits, die nicht durchkamen, also nach Niederlagen, und nach einem erfolgreichen Referendum mit einer wuchtigen Ablehnungsquote von fast zwei Dritteln beraten wir heute über eine neue Vorlage, das neue E-ID-Gesetz. Die damalige Abstimmung war trotzdem wichtig, auch für die Bevölkerung, damit wir die Debatte über die Digitalisierung und die diesbezügliche Rolle und Verantwortung des Staates im digitalen Zeitalter führen konnten. Im Fokus standen der Dienst an der Bevölkerung, die zentralen Fragen der Datensicherheit und des Datenschutzes. Nur wenige Tage nachdem die Volksabstimmung durch war, reichten sechs Parlamentarierinnen und Parlamentarier, unter anderem eben auch ein Kollege aus der Grünen Fraktion, überparteilich gleichlautende Motionen für eine Neuauflage einer vertrauenswürdigen, staatlichen E-ID ein.

Heute beraten wir diese Vorlage mit all den Anträgen der Kommissionsmehrheit, die durchgekommen und unbestritten sind. Deshalb bitte ich Sie namens der Grünen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und die Änderungen anzunehmen.

Wir haben uns endlich vorwärtsbewegt. Das ist sehr erfreulich, denn der Anspruch, dass wir diese wichtigen Dienstleistungen seitens des Staates anbieten können, muss eingelöst werden. Heute stellen wir die Weichen für die Zukunft. In einer Epoche der künstlichen Intelligenz und von Deep Fakes ist die Währung die Authentizität. Diese lässt sich digital nur durch hoheitliche, staatliche Legitimation erreichen. Genau das war auch unsere Forderung. Heute können wir festhalten, dass es eine E-ID geben wird, welche der Bund herausgibt und welche den Anforderungen des Datenschutzes entspricht. Es ist also eine sehr gute Vorlage, über die wir heute beraten.

Die E-ID soll kostenlos sein, das hat unser Kommissionssprecher vorhin erwähnt. Wer über eine gültige Identitätskarte oder einen gültigen Reisepass verfügt, soll sie erhalten dürfen. Die Beantragung erfolgt entweder in Echtzeit digital oder in einem Passbüro. Die E-ID soll so eingesetzt werden können, dass das Gegenüber lediglich die Daten erhält, welche die Benutzerin auch tatsächlich freigibt. Bei Transaktionen werden die Behörden keine Rückschlüsse ziehen können, da keine Daten gespeichert werden können. Der Einsatz der E-ID bleibt also – ähnlich wie bei der physischen Identitätskarte – eine vertrauliche Angelegenheit zwischen der E-ID-Nutzerin und der E-ID-Datenempfängerin. Die dafür notwendigen technischen Mittel setzen sich aus der sogenannten Vertrauensinfrastruktur und dem Informationssystem zusammen. Das Informationssystem ist für die Beantragung oder die Revokation einer E-ID notwendig. Die Vertrauensinfrastruktur bildet die Basis, um Aus- und Nachweise in einem Smartphone zur Verfügung zu stellen.

Die Angaben einer E-ID entsprechen jenen eines physischen Identitätsnachweises, wie ich es ausgeführt habe, d. h., die E-ID enthält Vor- und Nachname, Geburtsdatum, Geschlecht und andere Merkmale, die notwendig sind. Begrüssenswert ist aus Sicht der Grünen Fraktion, dass der Gesetzentwurf ausdrücklich vorsieht, dass die E-ID so gestaltet sein muss, dass sie auch von Menschen mit Behinderung genutzt werden kann.

Einer der wichtigsten Aspekte für uns ist die dezentralisierte Datenspeicherung. Das ist einer der wichtigsten Aspekte bezüglich Vertrauenswürdigkeit und Sicherheit der neuen E-ID. Denn Cyberangriffe und Datendiebstähle sind Realität. Deshalb braucht es auch genügenden Schutz. Die Daten der E-ID sollen sich ausschliesslich auf dem Smartphone befinden und nirgendwo sonst gespeichert werden.



Der Bundesrat hat das Gesetz so technologieneutral wie möglich formuliert, um auf Entwicklungen reagieren zu können, was ebenfalls sehr wichtig ist. Schliesslich war für die Grüne Fraktion wichtig, dass ein Missbrauch sanktioniert werden kann. Beim früheren Entwurf wurde auch über ein Aufsichtsorgan diskutiert, und wir haben entsprechende Anträge eingereicht. Gemäss Bundesrat bräuchte es für verwaltungsrechtliche Sanktionen ein unabhängiges Aufsichtsorgan, das solche Sanktionen verhängen könnte. Aufgrund der hohen Kosten und der geringen Vorteile eines solchen Mechanismus verzichtete der Bundesrat aber darauf. Strafrechtliche Sanktionen seien nicht das beste Mittel gegen Überidentifizierung.

Hier sollten die Massnahmen im Datenschutzgesetz (DSG) geregelt werden, da sie nicht nur die E-ID betreffen, sondern auch andere wichtige Bereiche tangieren. Wir halten es für sehr wichtig, dass die E-ID jetzt auch im Rahmen des DSG beraten wird und dass der Datenschutzbeauftragte bei den Beratungen zur E-ID dabei war. Die im DSG bereits enthaltenen Sanktionen sollten im Licht dieses Phänomens neu analysiert werden, was die Grüne Fraktion sehr begrüssen würde und weiterhin verfolgen wird.

Die Grüne Fraktion ist der Meinung, dass mit den jetzt vorliegenden Anträgen, welche die Grüne Fraktion alle bei der alten Version auch eingebracht hatte und die damals im Parlament leider nicht durchkamen, endlich eine Vorlage auf dem Tisch liegt, die sie sehr gerne unterstützt. Mit der Rückendeckung der Bevölkerung konnte diese neue Vorlage ausgearbeitet werden, da einerseits die Zusammenarbeit mit dem Bundesrat und der Verwaltung, wie das auch unsere Kommissionssprecher erwähnt haben, und andererseits die Zusammenarbeit mit der Wirtschaft und überparteilich möglich war.

Wir werden daher auf die Vorlage eintreten.

Flach Beat (GL, AG): Die Grünliberalen unterstützen diese Vorlage einstimmig. Sie beruht auf einem Vorstoss unseres ehemaligen Ratskollegen Jörg Mäder, der Motion Mäder 21.3127, die, wie auch andere Vorstösse, die zur selben Zeit eingereicht wurden, das Malaise der abgelehnten E-ID mit ihrer Entstehungsgeschichte im Jahr 2018 aufheben und eine breit verfügbare, dem Wunsch der Bevölkerung entsprechende und durch den Staat herausgegebene E-ID auf den Weg bringen wollte.

Ich denke, was jetzt vorliegt, ist im Gegensatz zur ehemaligen, gescheiterten Vorlage für eine E-ID eine äusserst ausgewogene und ausgegorene Systematik für eine digitale Persönlichkeitsdarstellung gegenüber Behörden, aber auch gegenüber privaten Playern zur Identitätsprüfung. Im Gegensatz zum ursprünglichen Beschluss, den wir damals erarbeitet hatten und der ein Public-Private-Partnership-Projekt vorsah, ist nun der Staat Hauptplayer bzw. alleiniger Player und hat die gesamte Hoheit über den Ausstellungsprozess, über die Infrastruktur der Informatik, aber auch über das Zurückziehen allfälliger missbräuchlich verwendeter E-ID. Das ist ein Unterschied.

Es wurde bereits gesagt, diese E-ID ist für die Nutzer kostenlos, aber wir müssen uns darüber im Klaren sein, dass sie natürlich schon ihren Preis hat. Aber wenn man schaut, was das kostet – es sind wahrscheinlich rund 180 Millionen Franken bis etwa 2028 –, und dies dann herunterbricht auf die einzelnen Nutzerinnen und Nutzer, dann ist das weniger als der Preis für einen Café crème pro Jahr, etwas, was wir dann halt auch über den Staat finanzieren würden. Dafür haben die Nutzerinnen und Nutzer eine E-ID, die sie im Verkehr

AB 2024 N 541 / BO 2024 N 541

mit den Behörden brauchen können, wenn sie beispielsweise einen Registrauszug wünschen; oder wenn sie eine Anmeldung in einem Register vornehmen möchten; oder wenn sie eine Registeränderung vornehmen wollen; oder wenn sie ein Diplom bestellen wollen; oder wenn sie sich sonst wie gegenüber Behörden ausweisen wollen; oder auch dann, wenn im Kontakt mit der Privatwirtschaft entsprechende Ausweise notwendig sind, beispielsweise um einen Altersnachweis zu erbringen. Wenn es dann etwas weniger Behördengänge braucht, sind wir unter dem Strich im Positiven; dann sind es nicht Kosten, dann sind es Investitionen, die sich letztlich auszahlen.

Die Bestimmungen, die uns jetzt vorliegen, sind in der Kommission mehrheitlich einstimmig angenommen worden. In der Kommission sind verschiedene Verbesserungsvorschläge beraten worden. Das zeigt auch, dass man sich mit der Materie, die eben auch sehr technisch ist, wirklich vertieft auseinandergesetzt hat. Eine E-ID ist nicht dasselbe wie ein papierener Pass, ist kein mit Stempeln und einem eingeklebten Foto versehenes Büchlein, sondern ein hochkomplexes System.

Weil die E-ID eben digital ist, braucht es entsprechende Sicherheiten. Beim Ausstellen muss gewährleistet sein, dass der Antragsteller oder die Antragstellerin tatsächlich diejenige Person ist, die die E-ID dann auch verwendet. Dafür haben wir gesorgt. Für diejenigen, die das wollen, gibt es die Möglichkeit, sich die E-ID in einem Passbüro persönlich ausstellen zu lassen. Für die anderen geht es auch digital. Mit der Einführung des Grundsatzes "Privacy by Design" sieht die Vorlage vor, dass eines der wichtigsten Kriterien des Datenschutzes



im Verkehr mit schutzwürdigen Personendaten eingehalten wird. Das ist eine Technik, die dafür sorgt, dass das System per se sicher ist.

Wir haben die Datensparsamkeit in dieser Gesetzesnovelle ganz klar verbrieft. Sie wurde mit einem Antrag, den die Kommission eingebracht hat, noch entsprechend ausgebaut, damit es z. B. auch möglich sein soll, einen Altersnachweis ohne Angabe der anderen Personendaten digital vorzunehmen. Wir haben dafür gesorgt, dass die Speicherung von Daten so sparsam wie nur möglich ist. Die Daten kommen dann auf dem Handy oder auf dem Device der Nutzerin oder des Nutzers vor, und es werden ohne Einwilligung der Nutzerin oder des Nutzers keine Daten weitergegeben.

Wesentlich für den Erfolg dieser E-ID wird ihre Verbreitung sein. Sie muss von breiten Kreisen der Bevölkerung angenommen werden. Die Behörden müssen wissen, dass sie auf diese E-ID setzen können; auch die privaten Player, die die E-ID dann in ihrem Geschäftsbereich nutzen dürfen, müssen wissen, dass die E-ID Erfolg haben wird, dass sie von breiten Kreisen anerkannt ist und verwendet wird. Das basiert dann vor allen Dingen auch auf dem Vertrauen, das man in die E-ID setzt. Das ist ein wesentlicher Bestandteil, den es braucht, damit die E-ID überhaupt realisiert werden kann und letztlich zu einem Erfolg wird. Ebenfalls wichtig ist es, dass die entsprechende Unterstützung gewährt wird. Dafür steht dann halt auch der Bund gerade. Das heisst, neben dem Aufbau des Systems muss dann auch der Support sichergestellt werden. Auch das wird uns etwas kosten. Doch das sind Investitionen, die sich am Ende wieder auszahlen.

Für die Schweiz als Hotspot für Innovation ist es, glaube ich, wirklich wichtig, dass wir die E-ID möglichst bald realisieren. Wir sind ein Land im Wandel zur Digitalisierung. Es ist dringend notwendig, dass wir nach dem Nein zur ersten E-ID jetzt rasch eine Lösung finden, auf die sich die Behörden und die Wirtschaft verlassen können. Es ist notwendig, dass es funktioniert und dass eine stabile, eine sichere und eine mit der Gewähr des Staates versehene elektronische Identität ist, die dann wirklich für alle Behördengänge, wo immer möglich, eingesetzt werden kann.

Im Gegensatz zur ersten Vorlage, für die ich damals in der Kommission für Rechtsfragen ebenfalls gekämpft hatte, ist die jetzige Vorlage, das gebe ich zu, besser, breiter abgestützt. Vor allen Dingen wurden auch breite Kreise der digitalen Gesellschaft der Schweiz mit einbezogen, und ihre Bedenken wurden aufgenommen. Das Resultat der Beratung in der Kommission zeigt, glaube ich, dass wir hier jetzt eine wirklich gute Lösung mit einem sehr breiten Konsens über die technischen, die datenschutzrechtlichen, aber auch die wirtschaftlichen Funktionen gefunden haben.

Die Grünliberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten, überall den Änderungen der Kommission folgen und dem Ständerat zugleich mit auf den Weg geben, dass es eine Sache ist, die uns allen nützen wird und eine gute Lösung darstellt. Es würde mich sehr freuen, wenn die E-ID dann tatsächlich auch sehr bald Realität werden würde.

Jans Beat, Bundesrat: Das ist tatsächlich und offensichtlich ein sehr erfreuliches Geschäft. Es betrifft alle Menschen in diesem Land, und trotzdem wird es so positiv aufgenommen. Das ist eher selten. Die Komplimente nehme ich natürlich sehr gerne entgegen, allerdings darf ich sie sofort weitergeben, denn ich hatte bis jetzt noch wenig mit diesem Geschäft zu tun. Ich möchte sie weitergeben an meine Vorgängerinnen im Bundesrat, an Karin Keller-Sutter und vor allem auch an Elisabeth Baume-Schneider, die dieses Projekt im Gegensatz zu mir natürlich geprägt haben, und vor allem auch an das Bundesamt für Justiz, an Michael Schöll und sein Team. Sie sind wirklich sehr innovativ und motiviert unterwegs. Dass die Aufnahme jetzt so positiv ist, hat sicher auch damit zu tun. Vor allem haben sie offenbar wichtige Entscheide so gefällt, dass die E-ID überzeugt. In diesem Sinne freue ich mich sehr, die Vorlage jetzt hier kurz noch ein bisschen vorzustellen und zu erklären, was es für uns Schweizerinnen und Schweizer eigentlich genau heisst und heissen wird, wenn diese E-ID kommt.

Vorneweg, Sie haben es gehört: Die Kommission hat das Projekt mit 21 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen gutgeheissen. Sie hat auch Ergänzungen gemacht, die der Bundesrat sehr sinnvoll findet und unterstützt. Das Ziel der Vorlage ist, dass wir uns dank der elektronischen Identität ab 2026 in der virtuellen Welt sicher und einfach ausweisen können, zum Beispiel wenn wir bei der Gemeinde eine Wohnsitzbescheinigung beantragen oder einen elektronischen Führerschein erwerben oder bei einem Kauf im Internet, der eine Altersgrenze verlangt, etwa beim Kauf von Alkohol oder Zigaretten. Die E-ID soll uns das Leben erleichtern und Zeit und Geld sparen.

Die E-ID hat eine Vorgeschichte, Sie kennen sie: Am 7. März 2021 haben die Stimmberechtigten das erste E-ID-Gesetz mit 64,4 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Unmittelbar nach der Abstimmung reichten alle sechs Fraktionen des Nationalrates gleichlautende Motionen ein. Diese beauftragten den Bundesrat, die Sache neu aufzusetzen. Diesmal scheint es gelungen zu sein.



Die Ablehnung durch das Volk löste eine grundsätzliche Debatte über die Digitalisierung aus. Welche Rolle und Verantwortung hat der Staat bei digitalen Projekten im Dienst der gesamten Bevölkerung? Wie können die Datensicherheit und der Datenschutz bei der Schaffung einer nationalen digitalen Infrastruktur wirksam umgesetzt werden? Zudem gab uns diese Rückweisung durch das Volk die Gelegenheit, neue Lösungen eingehend zu vergleichen und unter Berücksichtigung des technischen Fortschritts die Weichen für die Zukunft zu stellen. Die neue Vorlage ist also keine leicht überarbeitete Kopie des alten Gesetzes; das E-ID-Gesetz wurde von Grund auf neu konzipiert.

Auch im Gesetzgebungsprozess haben wir neue Wege beschritten. Wir haben nicht das übliche Vernehmlassungsverfahren abgewartet, sondern die Meinungen und Vorschläge einer breiten Öffentlichkeit eingeholt, um möglichst viele verschiedene Gesichtspunkte zu berücksichtigen. Das E-ID-Projektteam organisiert noch jetzt regelmässig öffentliche Videokonferenzen. Es hat auch eine öffentliche Plattform zur Verfügung gestellt, auf der sich Interessierte schriftlich mit anderen Teilnehmenden austauschen können. Die interessierten Kreise, insbesondere die Gegner des ersten E-ID-Entwurfes, beteiligen sich seit dem Referendumsabstimmung in jeder Phase aktiv an den Debatten. Man geht also auch beim Einbezug der Öffentlichkeit neue, innovative digitale

AB 2024 N 542 / BO 2024 N 542

Wege. Diese neuen Beteiligungsformen haben das übliche Vernehmlassungsverfahren aber nicht ersetzt, sondern ergänzt. In der ordentlichen Vernehmlassung gingen dann über hundert Stellungnahmen ein, fast doppelt so viele wie bei der ersten Vorlage. Die überwiegende Mehrheit der Rückmeldungen war positiv.

Eine weitere wichtige Neuerung ist, dass die Entwicklung der Vertrauensinfrastruktur parallel zum Gesetzgebungsprozess stattfindet. Die Anforderungen des E-ID-Gesetzes sind also mit IT-Expertinnen und -Experten abgestimmt. Das ermöglichte es uns, Schwächen und Fehler sehr früh zu entdecken, und sparte dem Projekt unnötige Kosten.

Das Ziel des Bundesrates ist es, ein elektronisches Identifikationssystem zur Verfügung zu stellen, das den Erwartungen der Bevölkerung und den Forderungen des Parlamentes entspricht. Die Motionen umreissen den Rahmen sehr genau: Erstens braucht es eine E-ID. Zweitens muss der Bund die E-ID herausgeben. Drittens muss die staatliche E-ID den höchsten Anforderungen des Datenschutzes entsprechen. Der Entwurf des Bundesrates erfüllt alle drei Anforderungen.

Die E-ID, wie sie im Gesetzesentwurf konzipiert ist, ist ein staatliches Projekt. Das Bundesamt für Informatik und Telekommunikation wird die Vertrauensinfrastruktur entwickeln und betreiben. Dazu gehören die elektronische Brieftasche und die Register, mit denen die Gültigkeit der E-ID überprüft werden kann. Das Bundesamt für Polizei ist letztendlich für die Ausstellung der E-ID verantwortlich.

Der Bundesrat legt Wert darauf, dass die E-ID im Dienst der Menschen steht. Sie wird kostenlos und freiwillig sein. Sie soll für alle nützlich und einfach zu verwenden sein. Sie soll den höchsten Anforderungen des Datenschutzes entsprechen. Wer über eine Schweizer Identitätskarte, einen Schweizer Pass oder einen von der Schweiz ausgestellten Ausländerausweis verfügt, kann eine E-ID beantragen. Die E-ID ermöglicht den Nachweis der eigenen Identität in der virtuellen Welt. Sie wird mit der Identitätskarte oder mit dem Pass in der physischen Welt vergleichbar sein. Allerdings wird die E-ID die beiden Dokumente nicht ersetzen. Die E-ID kann online oder im Passbüro beantragt werden. Dass man die E-ID auch im Passbüro beziehen kann, war ein wichtiges Anliegen aus der Vernehmlassung. In beiden Fällen ist der Prozess im Wesentlichen derselbe.

Im Vergleich zur ID-Karte hat die elektronische ID einen wichtigen Vorteil. Wer seine E-ID einsetzt, entscheidet selbst, welche Daten sie oder er dem Gegenüber zeigen will. Ich kann mit der E-ID beispielsweise nachweisen, dass ich über 18 Jahre alt bin, mein genaues Geburtsdatum muss ich dazu aber nicht preisgeben. Das ist bei physischen Ausweisen anders, dort ist dies nicht möglich, dort sind alle Daten einsehbar. Wir haben auch darauf geachtet, dass die E-ID für alle Bevölkerungsgruppen gleichermassen zugänglich ist. Ziel ist es, die digitale Kluft nicht zu vergrössern. Die E-ID wird so gestaltet, dass sie auch von Menschen mit Einschränkungen genutzt werden kann. Beispielsweise muss die Anwendung auf dem Mobiltelefon für sehbehinderte Menschen in sehr grosser Schrift lesbar sein oder im Audiomodus genutzt werden können.

Ich komme nun zu einem der wichtigsten Aspekte, zur Vertrauenswürdigkeit und Sicherheit der neuen E-ID. Der Sicherheit wurde sehr viel Aufmerksamkeit geschenkt, und die vorgeschlagene Lösung erfüllt sehr hohe Anforderungen. Cyberangriffe und Datendiebstahl sind heute eine Realität. Wir tun daher alles, um die E-ID bestmöglich zu schützen. Lassen Sie mich Ihnen erklären, wie das funktioniert:

Erstens funktioniert das mit der sogenannten dezentralen Datenhaltung. Die Daten Ihrer E-ID befinden sich ausschliesslich auf Ihrem Mobiltelefon und werden nirgendwo sonst gespeichert. Auf Ihrem Mobiltelefon sind Ihre Daten mehrfach geschützt, durch den Schutz Ihres Gerätes an sich, aber auch durch Schutzmassnahmen



Ihres Wallets wie Touch-ID oder Face-ID. Dank der dezentralen Datenhaltung müsste ein Hacker erhebliche kriminelle Energie aufbringen, um auch nur eine einzelne E-ID wirklich knacken zu können. Gleichzeitig wäre die Ausbeute dieses Hackers natürlich sehr klein. Ein grosses Leak von unzähligen Datensätzen ist hier nicht möglich.

Zweitens wird der Quellcode, der wichtigste Bestandteil der Vertrauensinfrastruktur, veröffentlicht. Dazu gehört auch das Wallet. Das ermöglicht auch externen Personen, allfällige Sicherheitslücken zu melden.

Darüber hinaus sind regelmässig formale Sicherheitsprüfungen durch unabhängige Stellen vorgesehen. Der Bundesrat hat das Gesetz so technologie-neutral wie möglich formuliert. Zudem kann er ergänzende Bestimmungen auf Verordnungsstufe erlassen. So kann die Vertrauensinfrastruktur mit der technischen Entwicklung auch Schritt halten.

Der Bundesrat ist überzeugt, dass wir mit der neuen Vertrauensinfrastruktur ein sehr solides Fundament für die E-ID schaffen. Er schlägt deshalb vor, dass diese Infrastruktur auch Kantonen, Gemeinden und Privatpersonen zur Ausstellung anderer elektronischer Nachweise zur Verfügung stehen soll. So könnte ein Kanton einen Jagdschein, eine Gemeinde eine Wohnsitzbestätigung, eine Bildungseinrichtung ein Diplom oder eine Versicherung einen Versicherungsnachweis als elektronischen Nachweis ausstellen. Der Umfang dieses Entwurfes geht also weit über die E-ID hinaus. Das erklärt auch den Titel des Gesetzes: "Bundesgesetz über den elektronischen Identitätsnachweis und andere elektronische Nachweise". Damit wollen wir die Digitalisierung der Verwaltung und der Wirtschaft beschleunigen. Mit der Möglichkeit, über die gleiche Infrastruktur auch andere elektronische Nachweise zu erstellen, wird eine wichtige Grundlage für die digitale Transformation in vielen anderen Lebensbereichen geschaffen.

Ich bin überzeugt, dass dieser Gesetzentwurf eine gute Grundlage für eine nützliche und vor allem zugängliche E-ID bietet. Die E-ID wird vom Bund herausgegeben und kontrolliert, sie erfüllt alle Anforderungen des Parlamentes und stellt den Datenschutz in den Mittelpunkt. Der Bundesrat ist mit den von Ihrer Kommission für Rechtsfragen beantragten Änderungen des Gesetzes einverstanden. Diese Änderungen sind für die Stärkung des Datenschutzes sowie für die Hervorhebung der Rolle des Bundes wichtig.

Ich möchte allerdings noch sagen: Das Projekt ist auf einem guten Weg, das ist ein Meilenstein, es muss bis zur Umsetzung aber noch einen weiten Weg gehen. Diese Herausforderungen stehen auch noch bevor. Aber ich bin überzeugt, dass das Bundesamt für Justiz das schaffen wird und dass der Ständerat Ihre Vorgaben würdigen wird.

In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen des Bundesrates, auf die Vorlage einzutreten und den Anträgen Ihrer Kommission für Rechtsfragen zuzustimmen.

Jaccoud Jessica (S, VD): Monsieur le conseiller fédéral, pouvez-vous confirmer que les cantons pourront, à l'avenir, agir en tant que fournisseurs d'identité pour le Service d'authentification des autorités suisses (Agov), à l'instar de ce qui est prévu pour la Poste actuellement?

Jans Beat, conseiller fédéral: La mise en oeuvre technique d'Agov fait partie du programme de l'e-ID, mais, d'un point de vue juridique, elle n'a aucun lien avec la loi sur l'e-ID. La base légale pour la mise en place d'Agov est contenue dans la loi fédérale sur l'utilisation des moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités.

Lors de la dernière séance de la Commission des affaires juridiques du Conseil national, nous avons expliqué que les personnes non éligibles à l'e-ID fédérale pourraient obtenir un identifiant Agov par le biais d'autres méthodes d'identification pour interagir de manière électronique avec les autorités publiques. De plus, je peux confirmer qu'à l'avenir, les cantons pourront agir en tant que fournisseurs d'identité pour le système Agov. Enfin, Agov peut également fonctionner sans IdP cantonaux. De cette manière, on peut éviter les doublons entre les systèmes cantonaux et Agov.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

AB 2024 N 543 / BO 2024 N 543



1. Bundesgesetz über den elektronischen Identitätsnachweis und andere elektronische Nachweise 1. Loi fédérale sur l'identité électronique et d'autres moyens de preuves électroniques

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

...

a. ...

5. Nachvollziehbarkeit und Wiederverwendbarkeit,

6. Vertrauensinfrastruktur und Informationssystem zur Ausstellung und zum Widerruf der E-ID jederzeit unter staatlicher Kontrolle;

...

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

...

a. ...

5. la traçabilité et la réutilisation

6. le contrôle étatique en tout temps de l'infrastructure de confiance et du système d'information pour l'émission et la révocation des e-ID;

...

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Es bestätigt auf Antrag einer privaten Ausstellerin oder Verifikatorin, dass der Identifikator zu ihr gehört.



Abs. 5

Es trägt die Bestätigungen der Identifikatoren in das Vertrauensregister ein.

Abs. 6, 7

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 3

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

Sur demande d'un émetteur ou d'un vérificateur privé, il confirme que l'identifiant lui appartient.

Al. 5

Il inscrit au registre de confiance les confirmations des identifiants.

Al. 6, 7

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3a

Antrag der Kommission

Titel

Systeme zur Erhöhung des Schutzes der Privatsphäre

Text

Der Bund kann Systeme betreiben, welche die Privatsphäre der Inhaberin oder des Inhabers beim Vorweisen eines elektronischen Nachweises schützen.

Art. 3a

Proposition de la commission

Titre

Systèmes visant à renforcer la protection de la sphère privée

Texte

La Confédération peut exploiter des systèmes qui protègent la sphère privée du titulaire lorsqu'il présente un moyen de preuve électronique.

Angenommen – Adopté

Art. 4–6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 7

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Die Daten, die bei der Vorlage und der Überprüfung der elektronischen Identifikationsmittel entstehen, dürfen nur mit ausdrücklicher Einwilligung der betroffenen Person gespeichert werden.

Art. 7

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer au projet du Conseil fédéral



Al. 4

Les données générées lors de la présentation et la vérification des moyens de preuve électronique ne sont pas enregistrées, sauf accord exprès contraire du titulaire.

Angenommen – Adopté

Art. 8

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 9

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Das BIT erhält durch den Betrieb des Basisregisters und des Vertrauensregisters sowie der Systeme zur Erhöhung des Schutzes der Privatsphäre keine Kenntnis vom Inhalt...

Art. 9

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2024 N 544 / BO 2024 N 544

Al. 3

Dans le cadre de l'exploitation du registre de base, du registre de confiance et des systèmes visant à renforcer la protection de la sphère privée, l'OFIT n'a pas connaissance du contenu ...

Angenommen – Adopté

Art. 10

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission

Abs. 1

Das BIT legt den Quellcode der Software der Vertrauensinfrastruktur offen.

Abs. 2

Zur koordinierten Offenlegung von Schwachstellen veröffentlicht es Richtlinien.

Abs. 3

Es überprüft mit geeigneten Dritten regelmässig die Sicherheit der Vertrauensinfrastruktur.

Art. 11

Proposition de la commission

Al. 1

L'OFIT divulgue le code source du logiciel de l'infrastructure de confiance.



Al. 2

Il publie des directives sur la divulgation coordonnée des vulnérabilités.

Al. 3

Il vérifie régulièrement la sécurité de l'infrastructure de confiance avec des tiers qualifiés.

Angenommen – Adopté

Art. 12–15

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Das Fedpol kann bei der online Identitätsprüfung zum Vergleich nach Absatz 2 biometrische Daten erheben.

Art. 16

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Lors de la vérification de l'identité en ligne, fedpol peut collecter des données biométriques pour effectuer la comparaison prévue à l'alinéa 2.

Angenommen – Adopté

Art. 17

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Es stellt bei der Ausstellung eine Bindung an die Inhaberin oder den Inhaber der E-ID sicher.

Art. 17

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Lors de l'émission, il établit un lien entre l'e-ID et son titulaire.

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag der Kommission

...

f. ihre Sicherheit nicht gewährleistet werden kann.



Art. 18

Proposition de la commission

...

f. sa sécurité ne peut plus être garantie.

Angenommen – Adopté

Art. 19–21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 22

Antrag der Kommission

Abs. 1

...

b. es für die Zuverlässigkeit der Transaktion unbedingt erforderlich ist; insbesondere um Missbrauch und Identitätsdiebstahl zu verhindern.

Abs. 2

... das BIT dies, für die Inhaberin oder den Inhaber bei einer Transaktion sichtbar, im Vertrauensregister ein ...

Art. 22

Proposition de la commission

Al. 1

...

b. cela est absolument nécessaire pour la fiabilité de la transaction, notamment pour prévenir des fraudes et des vols d'identité.

Al. 2

En cas de violation des exigences prévues à l'alinéa 1, l'OFIT l'indique dans le registre de confiance, de manière visible pour le titulaire lors d'une transaction, et ...

Angenommen – Adopté

Art. 23, 24

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 25

Antrag der Kommission

Abs. 1–4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 5

Das Fedpol veröffentlicht Richtlinien zur koordinierten Offenlegung von Schwachstellen und überprüft mit geeigneten Dritten regelmässig die Sicherheit des Informationssystems.

Art. 25

Proposition de la commission

Al. 1–4

Adhérer au projet du Conseil fédéral



AB 2024 N 545 / BO 2024 N 545

Al. 5

fedpol publie des directives sur la divulgation coordonnée des vulnérabilités et vérifie régulièrement la sécurité de l'infrastructure de confiance avec des tiers qualifiés.

Angenommen – Adopté

Art. 26

Antrag der Kommission

Abs. 1

...

b. ... die zur Untersuchung der Erschleichung einer E-ID erforderlich sind und ausschliesslich zu diesem Zweck aufbewahrt werden: fünf Jahre nach dem Ablaufdatum der E-ID.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 26

Proposition de la commission

Al. 1

...

b. ... qui sont nécessaires à des fins d'enquête concernant l'obtention frauduleuse d'une e-ID et conservées uniquement à cet effet: 5 ans après la date d'expiration de l'e-ID.

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 27–35

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Änderung anderer Erlasse

Modification d'autres actes

Ziff. 1–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 1–5

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 6 Art. 9 Abs. 4

Antrag der Kommission

Der Bundesrat bezeichnet die Dokumente, mit denen die antragstellende Person ihre Identität und allfällige Attribute nachweisen kann. (Rest streichen)



Ch. 6 art. 9 al. 4

Proposition de la commission

Le Conseil fédéral désigne les documents de nature à prouver l'identité des personnes qui demandent un certificat et, le cas échéant, à justifier de leurs qualités spécifiques. (Biffer le reste)

Angenommen – Adopté

Ziff. 7

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 7

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 23.073/28507)

Für Annahme des Entwurfes ... 175 Stimmen

Dagegen ... 12 Stimmen

(2 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss über die Verpflichtungskredite für den Aufbau und den Betrieb der E-ID

2. Arrêté fédéral sur les crédits d'engagement alloués à la mise en place et à l'exploitation de l'e-ID

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1 Abs. 2 Bst. a, b – Art. 1 al. 2 let. a, b

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.073/28508)

Für Annahme der Ausgabe ... 177 Stimmen

Dagegen ... 13 Stimmen

(1 Enthaltung)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 23.073/28509)

Für Annahme des Entwurfes ... 175 Stimmen

Dagegen ... 14 Stimmen

(1 Enthaltung)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBl 2023 2842)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2023 2842)

Angenommen – Adopté

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Das Geschäft geht an den Ständerat.

AB 2024 N 546 / BO 2024 N 546